

Art. 2. In artikel 30, § 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge » worden de woorden « na advies van de Inspectie van de brandweerdiensten, opgericht bij artikel 9 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming » vervangen door de woorden « na advies van het bestuur en van de territoriaal bevoegde brandweerdienst ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX



F. 99 — 1990

[C - 99/27492]

20 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'action sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 6°;

Vu le décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'action sociale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné les 24 mars, 6 et 13 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné les 1^{er} et 20 avril 1999;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de permettre la publication et l'entrée en vigueur rapide, des dispositions portant exécution du décret-programme du 16 décembre 1998 entré en vigueur le 1^{er} janvier 1999;

Considérant que l'urgence est d'autant plus motivée par le fait que les désignations opérées en qualité de médiateur de dettes au cours de l'année 1999 par le juge des saisies en application de la loi sur le règlement collectif de dettes, entreront en ligne de compte pour le calcul des subsides aux institutions pratiquant la médiation de dettes pendant l'année 2000;

Considérant que les institutions concernées doivent connaître au plus tôt les dispositions d'exécution dudit décret;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 mai 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

1° décret : le décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'action sociale;

2° Ministre : le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions;

3° année de la subvention : année civile pour laquelle la subvention est octroyée.

CHAPITRE II. — Du subventionnement des institutions agréées pour la médiation de dettes

Art. 3. Dans les limites des crédits budgétaires, les centres publics d'aide sociale, les associations de centres publics d'aide sociale autres que les associations agréées en qualité de centre de référence, les communes et les associations de commune agréées pour pratiquer la médiation de dettes bénéficient, à leur demande, d'une subvention à titre d'intervention dans des frais de personnel et de fonctionnement.

Cependant, une commune et le centre public d'aide sociale de cette commune ne peuvent en aucun cas être subventionnés en même temps. En outre, une commune ou un centre public d'aide sociale ne peuvent être subventionnés lorsqu'ils sont membres associés d'une association de commune ou d'une association de centres publics d'aide sociale qui bénéficie d'une subvention en vertu du présent arrêté.

La subvention est calculée en fonction de l'importance de la population du territoire desservi par l'institution selon les catégories suivantes :

- moins de 10.000 habitants :	80.000 F
- 10.000 à 15.000 habitants :	100.000 F
- 15.001 à 20.000 habitants :	200.000 F
- 20.001 à 30.000 habitants :	350.000 F
- 30.001 à 40.000 habitants :	500.000 F
- 40.001 à 50.000 habitants :	800.000 F
- 50.001 à 65.000 habitants :	1.200.000 F
- 65.001 à 100.000 habitants :	1.750.000 F
- 100.001 à 150.000 habitants :	2.000.000 F
- 150.001 habitants et plus :	2.500.000 F

Le chiffre de population des communes desservies est celui qui résulte du relevé officiel de la population au 1^{er} janvier de l'année qui précède celle de la subvention et qui est publié au *Moniteur belge*.

Si l'institution ne démontre pas qu'elle a traité au moins un dossier de médiation de dettes par 1.000 habitants dans le cadre du décret au cours de l'année civile précédant l'année de la subvention, la subvention est réduite en proportion du nombre des dossiers traités par 1.000 habitants.

Les montants visés à l'alinéa 3 sont majorés de 20.000 F chaque fois que l'institution agréée est désignée, au cours de l'année civile précédant l'année de la subvention, en qualité de médiateur de dettes par le juge des saisies dans le cadre d'une requête visant à obtenir un règlement collectif de dettes.

Art. 4. Dans les limites des crédits budgétaires, les institutions privées, agréées depuis deux ans au moins pour pratiquer la médiation de dettes, bénéficient à leur demande d'une subvention forfaitaire de 200 000 francs à titre d'intervention dans des frais de personnel et de fonctionnement.

Les montants visés à l'alinéa précédent sont majorés de 20 000 F chaque fois que l'institution agréée est désignée, au cours de l'année civile précédant l'année de la subvention, en qualité de médiateur de dettes par le juge des saisies dans le cadre d'une requête visant à obtenir un règlement collectif de dettes.

La subvention n'est due que si au 1^{er} janvier de l'année de la subvention, l'agrément est accordé depuis deux ans au moins.

Art. 5. Les frais de personnel et de fonctionnement font l'objet d'une avance semestrielle égale à la moitié du subside attribué.

Le solde est liquidé annuellement sur base d'un calcul définitif qui tient compte de l'avance semestrielle déjà versée.

Les frais de personnel et de fonctionnement ne peuvent pas faire l'objet d'un double subventionnement ou être pris en compte dans la fixation du montant du Fonds spécial de l'aide sociale attribué aux centres publics d'aide sociale.

CHAPITRE III. — *De l'agrément des centres de référence*

Art. 6. Les demandes d'agrément ou de renouvellement d'agrément des centres de référence sont adressées au Ministre par lettre recommandée.

Art. 7. Pour être recevable, la demande d'agrément doit être accompagnée d'un dossier comprenant :

1° une copie certifiée conforme des statuts de l'association de centres publics d'aide sociale, l'objet de l'association devant prévoir des actions en matière de lutte contre le surendettement;

2° une copie du *Moniteur belge* de l'année précédant la date de la demande reprenant les chiffres de population des communes;

3° la décision de l'organe compétent de l'association de solliciter l'agrément en qualité de centre de référence;

4° le certificat attestant la formation spécialisée reconnue par le Ministre et l'expérience professionnelle en matière de travail social d'au moins cinq ans de l'assistant social;

5° le document attestant l'engagement ou une convention avec un docteur ou un licencié en droit;

6° s'il échet, le tarif des frais de la médiation;

7° l'attestation, signée par chaque membre de l'instance dirigeante de l'association et par chaque membre du personnel qui, en raison de ses attributions, participe directement à l'exercice de l'activité de médiation de dettes, qu'il ne figure pas dans une des catégories énumérées à l'article 78 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation;

Art. 8. Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans les deux mois de la réception de tous les documents et données mentionnés à l'article 7.

Si la demande n'est pas accompagnée de tous les documents et données visés à l'article 7, le demandeur en est avisé endéans le mois. A défaut, d'avis en ce sens dans ce délai, la demande est considérée comme complète et régulière. Si la demande porte sur un renouvellement d'agrément, l'association n'est tenue que de fournir la décision de l'organe compétent demandant le renouvellement de l'agrément et d'apporter les précisions nécessaires sur les changements intervenus à propos des autres éléments requis pour l'agrément.

L'agrément est accordé pour une durée de six ans.

Art. 9. L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation du décret ou du présent arrêté.

Art. 10. Les décisions de refus ou de retrait d'agrément sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste.

Art. 11. Le refus ou le retrait de l'agrément, le non-renouvellement de l'agrément sont susceptibles d'un recours auprès du Gouvernement.

Le recours doit être introduit par envoi recommandé, dans les deux mois de la notification de la décision querellée, auprès du Ministre qui le soumet au Gouvernement.

Art. 12. Une copie de toutes les décisions relatives à un octroi, un renouvellement, un refus ou un retrait d'agrément est signifiée au Ministre fédéral qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

Art. 13. L'administration de l'Action sociale et de la Santé tient à jour la liste des centres de référence.

CHAPITRE IV. — *De la reconnaissance de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement*

Art. 14. L'Observatoire du Crédit et de l'Endettement situé à Charleroi est reconnu, à sa demande, par le Ministre s'il satisfait aux conditions suivantes :

1° être constitué sous la forme d'association sans but lucratif et avoir établi son siège social à Charleroi;

2° disposer d'un conseil d'administration comportant au moins :

- 2 représentants désignés par le Gouvernement wallon;

- 2 représentants du secteur bancaire ou de l'économie;

- 2 représentants des associations de consommateurs;

- 2 représentants des institutions pratiquant la médiation de dettes ou des centres de référence;

3° disposer d'une équipe comprenant au moins :

- un directeur porteur d'un diplôme universitaire;
- un docteur ou un licencié en droit;
- un licencié en sciences économiques;
- un gradué titulaire d'un diplôme à orientation juridique, économique ou administrative;

4° fournir la délibération de l'organe compétent de l'association contenant l'engagement d'accomplir les missions dévolues à l'article 11^{ter} du décret.

Art. 15. La demande de reconnaissance est adressée par pli recommandé au Ministre lequel statue dans les deux mois. La reconnaissance vaut pour une période de six ans.

En cas de non-accomplissement des missions dévolues par le décret ou des conditions visées à l'article 14, la reconnaissance peut être retirée

CHAPITRE V. — *Du subventionnement des centres de référence et de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement*

Art. 16. Les dépenses de personnel de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement sont prises en considération pour assurer la prise en charge des prestations de l'équipe visée à l'article 14, 3°, de l'arrêté.

Les dépenses du personnel d'un centre de référence sont prises en considération pour assurer la prise en charge des prestations des membres de l'équipe visée à l'article 11^{bis}, § 2, alinéa 3, 2° et 3°, du décret et d'un agent administratif. Toutefois, le subside afférent au docteur ou au licencié en droit couvre un mi-temps.

Les frais de la convention d'entreprise conclue avec un avocat sont assimilés à des dépenses de personnel. Les prestations découlant de la convention d'entreprise doivent couvrir au moins la moitié d'un équivalent temps plein.

Les dépenses de personnel visées aux alinéas 1^{er}, 2 et 3, ne peuvent cependant excéder les échelles barémiques précisées dans l'annexe au présent arrêté.

Les dépenses de personnel visées aux alinéas 1^{er} et 2 sont majorées des charges sociales patronales.

Les membres du personnel peuvent se voir attribuer une ancienneté de service pour l'expérience utile acquise dans leur emploi. En outre, pour le personnel de l'Observatoire, une ancienneté pécuniaire peut être reconnue conformément à l'arrêté du Gouvernement du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région.

Le calcul de l'ancienneté pécuniaire du personnel des centres de référence s'effectue conformément aux principes généraux du personnel de la fonction publique locale et provinciale.

Art. 17. Les frais de fonctionnement sont pris en considération dans la mesure où ils n'excèdent pas, par an, 500.000 F dans le cas de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement et 250.000 F dans le cas des centres de référence.

Art. 18. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, allouer à l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement des subventions en vue de favoriser des initiatives visant à rencontrer une problématique ou pour assurer une mission particulière.

Les initiatives visées à l'alinéa 1^{er} peuvent faire l'objet d'autres subventions pour autant que les dépenses subventionnées par le Gouvernement ne fassent à aucun moment l'objet d'un double subventionnement ou remboursement.

Art. 19. Les frais de personnel et de fonctionnement font l'objet de deux avances semestrielles égales à la moitié du subside attribué.

La subvention est liquidée annuellement sur base d'un calcul définitif qui tient compte des avances semestrielles déjà versées.

L'Observatoire du Crédit et de l'Endettement ou le centre de référence qui n'a pas transmis au Gouvernement les données comptables de l'exercice précédent pour le 30 avril au plus tard ne bénéficie plus d'avances pour l'année en cours aussi longtemps que les données n'ont pas été transmises.

Art. 20. Le contrôle administratif et financier de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement et des centres de référence agréés est exercé par les fonctionnaires désignés à cet effet.

Le centre de référence agréé établit un rapport annuel d'activités qui permet de vérifier s'il respecte les dispositions du décret et celles prises en exécution de ce décret. Ce rapport sera transmis pour le 30 avril de l'année suivante au plus tard.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 21. L'article 11^{bis}, § 1^{er}, du décret et le présent arrêté entrent en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, sauf les articles 3, 4 et 5 de l'arrêté qui entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2000.

Art. 22. Le Ministre de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Annexe

1. ECHELLE DES TRAITEMENTS
DU PERSONNEL DE L'OBSERVATOIRE DU CREDIT ET DE L'ENDETTEMENT

RANGS	GRADUE (B3)	ATTACHE (A6)	DIRECTEUR (A5S)
Augmentations Intercalaires	3/1 x 10.072 1/2 x 11.686 1/2 x 15.578 2/2 x 26.852 9/2 x 23.497	3/1 x 24.907 10/2 x 38.250	3/1 x 24.907 10/2 x 38.250
Augmentations spéciales	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	579.081	843.239	1.259.537
1	589.153	868.146	1.284.444
2	599.225	893.053	1.309.351
3	609.297	917.960	1.334.258
4	609.297	917.960	1.334.258
5	620.983	956.210	1.372.508
6	630.983	966.210	1.382.508
7	646.561	1.004.460	1.420.758
8	646.561	1.004.460	1.420.758
9	673.413	1.042.710	1.459.008
10	673.413	1.042.710	1.459.008
11	700.265	1.080.960	1.497.258
12	710.265	1.090.960	1.507.258
13	733.762	1.129.210	1.545.508
14	733.762	1.129.210	1.545.508
15	757.259	1.167.460	1.583.758
16	757.259	1.167.460	1.583.758
17	780.756	1.205.710	1.622.008
18	790.756	1.215.710	1.632.008
19	814.253	1.253.960	1.670.258
20	814.253	1.253.960	1.670.258
21	837.750	1.292.210	1.708.508
22	837.750	1.292.210	1.708.508
23	861.247	1.330.460	1.746.758
24	871.247	1.340.460	1.756.758
25	894.744	1.340.460	1.756.758
26	894.744	1.340.460	1.756.758
27	918.241	1.340.460	1.756.758
28	918.241	1.340.460	1.756.758
29	941.738	1.340.460	1.756.758
30	951.738	1.350.460	1.766.758

II. ECHELLE DE TRAITEMENT DU PERSONNEL DES CENTRES DE REFERENCE

Les échelles de traitement du personnel des centres de référence et les conditions d'octroi des échelles prises en compte pour la fixation des traitements de l'agent administratif, de l'assistant social et du licencié en droit sont les échelles prévues pour les grades D1, D4, D5, D6 ou C3, B1 à B4 et A1 à A3 telles que prévues par les circulaires du Ministre des Affaires intérieures du 27 mai 1994 relative aux principes généraux de la fonction publique locale et provinciale et du Ministre de l'Action sociale du 12 juillet 1994 sur l'application de ces principes généraux dans les centres publics d'aide sociale.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 portant exécution du décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'action sociale.

Namur, le 20 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 99 — 1990

[C - 99/27492]

20 MEI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het programma-decreet van 16 december 1998 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie

De Waalse Regering,

Gelet op decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling, gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 maart, 6 en 13 april 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 1 en 20 april 1999;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gewettigd door de noodzaak om de bekendmaking en de spoedige inwerkingtreding van de bepalingen tot uitvoering van het op 1 januari 1999 in werking getreden programmadecreet van 19 december 1998 mogelijk te maken;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid nog meer gewettigd is doordat de aanwijzingen tot schuldbemiddelaar die de beslagrechter in de loop van het jaar 1999 heeft doorgevoerd overeenkomstig de wet op de collectieve schuldregeling, in rekening wordt gebracht voor de berekening van subsidies aan instellingen die aan schuldbemiddeling zullen doen tijdens het jaar 2000;

Overwegende dat de betrokken instellingen zo spoedig mogelijk de uitvoeringsbepalingen van bedoeld decreet moeten kennen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 mei 1999 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In dit besluit wordt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet behandeld.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling, gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie;

2° Minister : de Minister bevoegd voor Sociale Actie;

3° subsidiejaar : het kalenderjaar waarvoor de subsidie wordt toegekend.

HOOFDSTUK II. — Subsidiëring van de instellingen voor schuldbemiddeling

Art. 3. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten krijgen de openbare centra van maatschappelijk welzijn, de verenigingen van openbare centra van maatschappelijk welzijn met uitzondering van de als referentiecentra erkende verenigingen, de gemeenten en de verenigingen van gemeenten die erkend zijn om aan schuldbemiddeling te doen op eigen aanvraag een subsidie die als bijdrage dient tot de personeels- en werkingskosten.

In geen geval mogen evenwel tegelijkertijd een gemeente en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van die gemeente worden gesubsidieerd. Bovendien kunnen een gemeente of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn geen subsidie krijgen indien ze als lid zijn opgenomen in een vereniging van gemeenten of in een vereniging van openbare centra voor maatschappelijk welzijn die krachtens dit besluit worden gesubsidieerd.

De subsidie wordt volgens hierna vermelde categorieën berekend op grond van het aantal inwoners dat een grondgebied dat door bedoelde instelling bediend wordt, rijk is :

- minder dan 10.000 inwoners :	80.000 F
- tussen 10.000 en 15.000 inwoners :	100.000 F
- tussen 15.001 en 20.000 inwoners :	200.000 F
- tussen 20.001 en 30.000 inwoners :	350.000 F
- tussen 30.001 en 40.000 inwoners :	500.000 F
- tussen 40.001 en 50.000 inwoners :	800.000 F
- tussen 50.001 en 65.000 inwoners :	1.200.000 F
- tussen 65.001 en 100.000 inwoners :	1.750.000 F
- tussen 100.001 en 150.000 inwoners :	2.000.000 F
- 150.001 inwoners en meer :	2.500.000 F

Het bevolkingscijfer van de betrokken gemeenten beantwoordt aan het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte werkelijke bevolkingscijfer op 1 januari van het jaar vóór de subsidie.

Indien de instelling niet aantoonbaar dat ze in de loop van het kalenderjaar vóór het subsidiejaar ten minste één schuldbemiddelingsdossier per 1.000 inwoners heeft behandeld in het kader van het decreet, wordt de subsidie verminderd in evenredigheid met het aantal per 1.000 inwoners behandelde dossiers.

De bedragen bedoeld onder het derde lid worden telkens met 20 000 frank vermeerderd als de erkende instelling in de loop van het kalenderjaar vóór het subsidiejaar door de beslagrechter als schuldbemiddelaar is aangesteld in het kader van een verzoek om collectieve schuldregeling.

Art. 4. Binnen de perken van de begrotingskredieten krijgen de privé-instellingen die sinds minstens twee jaar inzake schuldbemiddeling zijn erkend, op eigen aanvraag een forfaitaire subsidie van 200 000 frank als bijdrage tot de personeels- en werkingskosten.

De bedragen bedoeld in het vorige lid worden telkens met 20 000 frank vermeerderd als de erkende instelling in de loop van het kalenderjaar vóór het subsidiejaar door de beslagrechter als schuldbemiddelaar is aangesteld in het kader van een verzoek om collectieve schuldregeling.

De subsidie is pas verschuldigd als de erkenning op 1 januari van het subsidiejaar toegekend is sinds minstens twee jaar.

Art. 5. Voor de personeels- en werkingskosten wordt een halfjaarlijks voorschot uitbetaald dat beantwoordt aan de helft van de toegekende subsidie.

Het resterend bedrag wordt jaarlijks uitbetaald op grond van een definitieve berekening waarin rekening wordt gehouden met het reeds gestorte halfjaarlijks voorschot.

Voor de personeels- en werkingskosten kan geen tweevoudige subsidie worden toegekend. Ze kunnen ook niet in rekening worden gebracht in de vaststelling van het bedrag van het speciale Fonds voor sociale hulp dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn worden toegekend.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning van de referentiecentra*

Art. 6. De aanvraag tot erkenning of verlenging van de erkenning wordt door de referentiecentra bij aangetekend schrijven aan de Minister gericht.

Art. 7. Om ontvankelijk te zijn moet bij de aanvraag tot erkenning een dossier worden gevoegd met volgende inhoud :

1° een voor eensluidend verklaard afschrift van de statuten van de vereniging van openbare centra voor maatschappelijk welzijn, waarbij de vereniging acties inzake bestrijding van de overmatige schuldenlast als doel moet hebben;

2° een afschrift van het *Belgisch Staatsblad* van het jaar vóór de datum van de aanvraag, waarin het bevolkingscijfer van de gemeenten opgegeven wordt;

3° de beslissing van het bevoegde orgaan van de vereniging om de erkenning als referentiecentrum aan te vragen;

4° het getuigschrift waarmee bewezen wordt dat de maatschappelijk assistent een gespecialiseerde, door de Minister erkende opleiding heeft gevolgd en een ten minste vijfjarige beroepservaring in het maatschappelijk werk voorlegt;

5° het document waarmee het aangaan van de verbintenis bewezen wordt, of een overeenkomst met een doctor of een licentiaat in de rechten;

6° in voorkomend geval, het tarief van de bemiddelingskosten;

7° het attest ondertekend door elk lid van het leidend orgaan van de vereniging en door elk personeelslid dat op grond van zijn bevoegdheden rechtstreeks deelneemt aan de uitoefening van de schuldbemiddelingsactiviteit, dat zij niet voorkomt in één van de categorieën opgesomd in artikel 78 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet.

Art. 8. De Minister beslist over elke aanvraag tot erkenning binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van alle documenten en gegevens vermeld in artikel 7.

Indien niet alle documenten en gegevens bedoeld in artikel 7 bij de aanvraag zijn gevoegd, wordt de aanvrager daarvan binnen één maand op de hoogte gebracht. Indien er binnen die termijn geen enkel bericht is ontvangen, moet de aanvraag als volledig en regelmatig worden beschouwd. Indien de aanvraag betrekking heeft op een verlenging van de erkenning, hoeft de vereniging enkel de door het bevoegde orgaan getroffen beslissing op te sturen waarbij de verlenging van de aanvraag wordt gevraagd en anderzijds te melden in welke zin de andere bestanddelen die voor de erkenning vereist zijn, een verandering hebben ondergaan. De erkenning wordt voor zes jaar toegekend.

Art. 9. De erkenning kan worden ingetrokken omdat het decreet of dit besluit niet worden nageleefd.

Art. 10. Indien beslist werd de erkenning te weigeren of in te trekken, wordt daarvan aan de aanvrager bij aangetekend schrijven kennis gegeven.

Art. 11. Tegen de weigering of de intrekking van de erkenning en tegen de niet-verlenging ervan kan bij de Regering bezwaar worden aangetekend.

Het bezwaarschrift moet per aangetekend schrijven bij de Minister worden ingediend binnen een termijn van twee maanden na kennisgeving van de omstreden beslissing. De Minister legt het voor aan de Regering.

Art. 12. Van alle beslissingen in verband met de toekenning, de verlenging, de weigering of de intrekking van een erkenning wordt een afschrift betekend aan de federale Minister bevoegd voor Economische Zaken.

Art. 13. Door het bestuur van Sociale Actie en Gezondheid wordt de lijst der referentiecentra bijgehouden.

HOOFDSTUK IV. — *Erkenning van het « Observatoire du Crédit et de l'Endettement » (Waarnemingscentrum Krediet en Schuldenlast)*

Art. 14. Het in Charleroi gevestigde « Observatoire du Crédit et de l'Endettement » wordt op eigen aanvraag erkend door de Minister indien de hierna vermelde vereisten worden nageleefd :

1° de vorm aannemen van een vereniging zonder winstoogmerk en zijn maatschappelijke zetel in Charleroi gevestigd hebben :

2° over een raad van bestuur beschikken met minstens :

- twee vertegenwoordigers aangewezen door de Waalse Regering;
- twee vertegenwoordigers uit het bankwezen of uit de bedrijfswereld;
- twee vertegenwoordigers uit verbruikersverenigingen;
- twee vertegenwoordigers uit instellingen die aan schuldbemiddeling doen of uit de referentiecentra;

3° over een team beschikken bestaande uit minstens :

- één universitair gediplomeerde directeur;
- één doctor of licentiaat in de rechten;
- één licentiaat in de economische wetenschappen;
- één graduaat die afgestudeerd is in een juridische, economische of bestuurskundige studierichting;

4° het protocol verstrekken van de deliberatie die in het bevoegde orgaan van de vereniging heeft plaatsgehad en waarin de verbintenis opgenomen is om de opdrachten toegewezen krachtens artikel 11ter van het decreet na te leven.

Art. 15. De aanvraag tot erkenning wordt per aangetekend schrijven aan de Minister gericht. De Minister beslist binnen een termijn van twee maanden. De erkenning is zes jaar geldig.

Indien de opdrachten toegewezen bij het decreet of de vereisten bedoeld in artikel 14 niet worden vervuld, kan de erkenning worden ingetrokken.

HOOFDSTUK V. — *Subsidiëring van de referentiecentra en het « Observatoire du Crédit et de l'Endettement »*

Art. 16. De personeelsuitgaven van het « Observatoire du Crédit et de l'Endettement » worden in aanmerking genomen om de prestaties van het team bedoeld in artikel 14, 3, van dit besluit ten laste te nemen.

De personeelsuitgaven van een referentiecentrum worden in aanmerking genomen om de prestaties van de leden van het team bedoeld in artikel 11bis, § 2, derde lid, 2 en 3, van het decreet en van een administratief beambte ten laste te nemen. De subsidie die betrekking heeft op de doctor of de licentiaat in de rechten geldt evenwel slechts voor een halftijdse betrekking.

De kosten voor de met aan advocaat afgesloten ondernemingsovereenkomst worden gelijkgesteld met personeelsuitgaven. De prestaties die voortvloeien uit de ondernemingsovereenkomst moeten minstens de helft van een voltijds uitgedrukte arbeidsplaats dekken.

De personeelsuitgaven bedoeld in het eerste, tweede en derde lid mogen evenwel de weddeschalen opgegeven in de bijlage van dit besluit niet overschrijden.

De personeelsuitgaven bedoeld in het eerste en tweede lid worden vermeerderd met de sociale werkgeversbijdragen.

De personeelsleden kunnen dienstanciënniteit toegewezen krijgen voor de nuttige ervaring die ze in hun werk hebben opgedaan. Bovendien kan er voor het personeel van het « Observatoire » een geldelijke anciënniteit worden erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 van de Waalse Regering houdende een overgangsbepaling van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest.

De geldelijke anciënniteit van het personeel van de referentiecentra wordt berekend overeenkomstig de algemene principes van het personeel van het openbaar ambt van de plaatselijke en provinciale openbare besturen.

Art. 17. De werkingskosten worden in aanmerking genomen voor zover ze jaarlijks het bedrag van 500 000 frank voor het « Observatoire du Crédit et de l'Endettement » en 250 000 frank voor de referentiecentra niet overschrijden.

Art. 18. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering tegen de door hem gestelde voorwaarden het « Observatoire du Crédit et de l'Endettement » subsidies toekennen om initiatieven aan te moedigen die een bepaalde problematiek willen verhelpen of om een specifieke opdracht te vervullen.

Voor de initiatieven bedoeld in het eerste lid kunnen ook andere subsidies toegekend worden voor zover de door de Regering gesubsidieerde uitgaven op geen enkel ogenblik twee maal worden gesubsidieerd of vergoed.

Art. 19. Voor de personeels- en werkingskosten worden twee halfjaarlijkse voorschotten uitbetaald, waarbij elk de helft van de toegewezen subsidie bedraagt.

De subsidie wordt jaarlijks uitbetaald op grond van een definitieve berekening waarin ook rekening wordt gehouden met de reeds gestorte halfjaarlijkse subsidies.

Indien het « Observatoire du Crédit et de l'Endettement » of de referentiecentra hun boekhoudgegevens m.b.t. tot het voorgaande boekhoudjaar niet aan de Regering hebben medegedeeld tegen uiterlijk 30 april, wordt er geen enkel voorschot meer gestort voor het lopende jaar zolang de gegevens niet werden medegedeeld.

Art. 20. Het administratieve en het financiële toezicht op het « Observatoire du Crédit et de l'Endettement » en op de referentiecentra wordt uitgeoefend door de daartoe aangewezen ambtenaren.

Het erkende referentiecentrum stelt jaarlijks een activiteitenverslag op waarmee gecontroleerd kan worden of de bepalingen van het decreet en de bepalingen genomen in uitvoering van het decreet worden nageleefd. Dat verslag wordt uiterlijk tegen 30 april van het daarop volgende jaar overgemaakt.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 21. Artikel 11bis, § 1, van het decreet en dit besluit treden in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt, behalve de artikelen 3, 4 en 5 van het besluit, die in werking treden op 1 januari 2000.

Art. 22. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

Bijlage

I. WEDDESCHAAL PERSONEEL VAN HET « OBSERVATOIRE DU CREDIT ET DE L'ENDETTEMENT »
(WAARNEMINGSCENTRUM KREDIET EN SCHULDENLAST)

RANGEN	GEGRADUEERDE (B3)	ATTACHE (A6)	DIRECTEUR (A5S)
Tussentijdse verhoging	3/1 x 10.072 1/2 x 11.686 1/2 x 15.578 2/2 x 26.852 9/2 x 23.497	3/1 x 24.907 10/2 x 38.250	3/1 x 24.907 10/2 x 38.250
Bijzondere verhogingen	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000	5/6 x 10.000
0	579.081	843.239	1.259.537
1	589.153	868.146	1.284.444
2	599.225	893.053	1.309.351
3	609.297	917.960	1.334.258
4	609.297	917.960	1.334.258
5	620.983	956.210	1.372.508
6	630.983	966.210	1.382.508
7	646.561	1.004.460	1.420.758
8	646.561	1.004.460	1.420.758
9	673.413	1.042.710	1.459.008
10	673.413	1.042.710	1.459.008
11	700.265	1.080.960	1.497.258
12	710.265	1.090.960	1.507.258
13	733.762	1.129.210	1.545.508
14	733.762	1.129.210	1.545.508
15	757.259	1.167.460	1.583.758
16	757.259	1.167.460	1.583.758
17	780.756	1.205.710	1.622.008
18	790.756	1.215.710	1.632.008
19	814.253	1.253.960	1.670.258
20	814.253	1.253.960	1.670.258
21	837.750	1.292.210	1.708.508
22	837.750	1.292.210	1.708.508
23	861.247	1.330.460	1.746.758
24	871.247	1.340.460	1.756.758
25	894.744	1.340.460	1.756.758
26	894.744	1.340.460	1.756.758
27	918.241	1.340.460	1.756.758
28	918.241	1.340.460	1.756.758
29	941.738	1.340.460	1.756.758
30	951.738	1.350.460	1.766.758

II. WEDDESCHAAL PERSONEEL REFERENTIECENTRA

De weddeschalen van het personeel der referentiecentra en de toekenningsvereisten voor de weddeschalen die in aanmerking worden genomen voor de vaststelling van de bezoldiging van de administratieve beambte, de maatschappelijk assistent en de licentiaat in de rechten zijn de schalen voorzien voor de graden D1, D4, D5, D6 of C3, B1 tot en met B4, A1 tot en met A3, zoals voorzien door de omzendbrieven van het Ministerie van Binnenlandse Aangelegenheden van 27 mei 1994 betreffende de algemene principes van het openbaar ambt van de plaatselijke en provinciale openbare besturen en van de Minister van Sociale Actie van 12 juli 1994 over de toepassing van die algemene principes in de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 Regering tot uitvoering van het programma-decreet van 16 december 1998 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie.

Namen, 20 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX